



## Décision individuelle N° 2025-162

**Pétitionnaire :** Régie EAU D'AZUR – Secteur Tinée

**Adresse :** 2 place Jean Gaïssa 06420 Isola

**Nature de la demande :** travaux en cœur de parc national ayant pour objet l'extension limitée d'équipements d'intérêt général ou leur mise aux normes

**Intitulé du projet :** Pose d'un nouveau regard enterré et renouvellement d'un réducteur de pression sur le réseau d'alimentation en eau potable

**Localisation :** Hameau de Vignols – commune de Roubion – parcelle section 0A n°267

### La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4, R331-18, R331-19, R331-67 et R331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 23 septembre 2024,

**Vu** la décision individuelle n°2024-365 en date du 26 septembre 2024 autorisant la régie Eau d'Azur à réaliser des travaux sur le réseau d'alimentation en eau potable du hameau de Vignols sur la commune de Roubion, parcelle section 0A n°267,

**Considérant** la caducité de la décision individuelle n°2024-365 sus-visée,

**Considérant** la demande de renouvellement formulée en date du 05 juin 2025, par Monsieur Frédéric CIAIS, responsable du secteur Tinée de la régie EAU D'AZUR, les travaux, objet de la précédente autorisation, n'ayant pas pu être réalisés dans les délais impartis,

**Considérant** que cette demande porte sur des travaux identiques à ceux autorisés par la décision individuelle n°2024-365, à savoir la réalisation d'un regard enterré 1600 X 900 cm pour accueillir un réducteur de pression, et par conséquent qu'il ne nécessite pas une nouvelle consultation du conseil scientifique,

**Considérant** que ces travaux sont nécessaires à la bonne distribution de l'eau potable au sein du hameau de Vignols et qu'ils ont pour objet l'extension limitée d'équipements d'intérêt général ou leur mise aux normes,

**Considérant** toutefois la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La régie Eau d'Azur, ci-après désigné le bénéficiaire, représentée par Monsieur Frédéric CIAIS, est autorisée à réaliser aux conditions définies ci-après, des travaux sur le réseau d'alimentation en eau potable du hameau de Vignols sur la commune de Roubion, parcelle section 0A n°267.

Ces travaux consistent en la réalisation d'un nouveau regard enterré 1600 X 900 cm pour accueillir un réducteur de pression.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives aux déblais/remblais

2.1. Les affouillements utiles à la réalisation du regard enterré sont réalisés par prélèvement en mottes de la couche superficielle du sol puis mises en réserve. Ces mottes sont repositionnées autour du regard après travaux.

2.2. Les excédents de terre issus des creusements sont exportés en-dehors du cœur du parc national. Leur dépôt en d'autres lieux situés dans le cœur du parc national, même avec l'accord de leur(s) propriétaire(s), n'est pas autorisé.

- Prescriptions générales

2.3. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

2.4. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les zones abritant des espèces végétales protégées et/ou d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (y compris drop-zones, cheminements, zones de stockage des matériaux) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire (y compris pierres).

Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour.

Contacts :

Service territorial Tinée

chef de S.T : Boris OPOLKA ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : Anthony TURPAUD ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

2.5. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des déchets sera réalisé à l'intérieur des bâtiments.

2.6. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers, emballages, résidus de décantation...) devra être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit.

2.7. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type compresseur et groupe électrogène seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. Ceux-ci seront installés sur des bacs de rétention pour éviter toute fuite dans le milieu naturel, de même que le(s) réservoir(s) d'hydrocarbure.

2.8. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.9. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation de travaux est délivrée pour la période du 10 juillet au 14 août 2025.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 13 juin 2025

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**

Copie :

- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.